

Pas de retour à l'anormal !

Les enseignant.e.s et parents du lycée Jacques-Brel contre une rentrée anormale à La Courneuve !

Jean-Michel Blanquer annonce ce mercredi 1^{er} juillet sur RTL qu'il prévoit « un retour normal en classe » à la rentrée de septembre. En réalité, le ministre, qui ne communique qu'à travers les médias, n'a rien prévu. Sur le terrain, tout le monde se demande comment faire en cas de persistance ou de retour de l'épidémie à la fin de l'été et à l'automne, mais dans les bureaux de la rue de Grenelle où l'on ne s'entasse pas, cela n'inquiète guère. Sur le plan pédagogique comme sur le plan sanitaire, il n'y aura aucun moyen supplémentaire.

Le « retour normal », ou retour à la normale, c'est le retour à la marche forcée des réformes imposées contre la volonté de l'ensemble de la communauté scolaire : la réforme du lycée, refusée presque unanimement en Conseil Supérieur de l'Éducation et qui a connu une mise en place chaotique, mute dès sa deuxième année. L'« autonomie » des établissements est accentuée dans la passation des examens, des spécialités sont modifiées sans qu'on n'en connaisse le contenu et de nouvelles options sont annoncées sans qu'on ne puisse les proposer aux élèves.

Le retour à la normale, c'est aussi le retour de l'austérité, des dotations en baisse pour tous les établissements. À la rentrée, au lycée Jacques-Brel de La Courneuve, alors que les effectifs restent constants, la DHG sera amputée d'une vingtaine d'heures. Cela augmentera les effectifs par classe en terminale et amincira encore les quelques dispositifs d'aide restants. L'audience obtenue de longue haleine auprès du rectorat, après des rassemblements, quatre courriers ainsi que des relances publiques, a débouché sur un échange au cours duquel il est apparu clairement que la logique budgétaire l'emportait sur la prise en compte des besoins des élèves et des enseignants et sur la spécificité socio-économique de la commune de La Courneuve. De plus, le dialogue social ne semble pas être une priorité, puisqu'un représentant syndical départemental ainsi qu'une élue des parents d'élèves qui accompagnaient les professeur.e.s ont été éconduits et n'ont pu faire part de leurs arguments.

Nous apprenons dans le même temps que deux postes d'agents territoriaux du lycée ont vocation à être supprimés, dans le cadre d'une « démarche d'objectivation » menée par le Conseil Régional d'Île-de-France. Les agent.e.s qui travaillent au sein du lycée ont déjà de nombreuses tâches à accomplir, de l'accueil téléphonique et physique à la loge, au nettoyage des locaux, en passant par la restauration. Ces tâches sont usantes et le nombre des personnels employés au lycée nous paraît plutôt sous-dimensionné compte tenu de sa fréquentation et de son ancienneté. L'épidémie actuelle, dont on ne peut garantir qu'elle ne connaîtra pas de nouveau pic à l'automne ou à l'hiver prochains, nécessite davantage de gestes sanitaires, des nettoyages réguliers et approfondis des locaux. Cela est impossible avec moins d'agent.e.s.

Dans un des territoires métropolitains les plus pauvres, les plus fragiles sur le plan scolaire, les plus touchés par l'épidémie de coronavirus qui a endeuillé de trop nombreuses familles de notre lycée, nous devons donc nous résigner à rentrer, comme si de rien n'était, avec moins de moyens pour poursuivre nos missions pédagogiques et moins de moyens pour maintenir des conditions sanitaires décentes dans un établissement vétuste et sous-dimensionné.

Nous ne voulons pas de ce retour à l'anormal. Nous demandons à la région le rétablissement des postes d'agents menacés et le recrutement de personnel pour assurer le poste vacant. Nous demandons au rectorat une DHG qui permette la création d'une classe de terminale supplémentaire en voie générale, des groupes de spécialité qui ne dépassent pas les 30 élèves, et la possibilité de mener un travail d'accompagnement personnalisé réel.

Les enseignant.e.s et parents du Lycée Jacques-Brel de La Courneuve, avec le soutien de la municipalité.